



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 1771

Texte de la question

CRÉDIBILITÉ DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Claude Goasguen, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Claude Goasguen. Monsieur le Premier ministre, depuis ce matin nous restons éberlués à l'écoute des radios et des télévisions. Il semble que vos ministres et les quelques camarades qui vous soutiennent au sein de l'Assemblée (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) disent que vous avez obtenu le vote de confiance décisif que vous aviez demandé. Mais tout de même, les chiffres sont impressionnants : vous êtes parti en 2012 d'un bloc de gauche de trois cent quarante députés, vous avez obtenu trois cent six voix lors du vote de confiance il y a quelques semaines et hier, vous avez recueilli deux cent soixante et une voix de députés de gauche !

M. Jean Glavany. Ce sont des comptes d'apothicaires, monsieur Goasguen !

M. Matthias Fekl. C'est la COCOE qui a compté !

M. Claude Goasguen. Évidemment, si c'est cela, un vote de confiance décisif... Je vous signale que vous avez une majorité relative, pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, puisque la majorité relative de M. Rocard avait au moins le bénéfice d'avoir été désignée comme telle. Vous voilà passé d'une majorité absolue à une majorité relative, et nous allons avoir fort à faire avec les lois de finances lorsqu'elles arriveront...

D'ailleurs, à ce sujet, comment pourrait-on vous croire ? Vous nous aviez annoncé un déficit prévisionnel de 3,6 % pour 2013 ; il a été de 4,3 %. En 2014, vous aviez annoncé 2,8 %, ce sera 3,8 %. Personne ne vous croit plus dans ce pays. La consommation des ménages s'est réduite de 3 %, les agences de notation ne vous croient pas, le Haut conseil des finances publiques non plus, la Cour des comptes est sceptique.

Monsieur le Premier ministre, vous citez souvent Mendès France. Arriverez-vous à tenir en tant que premier ministre aussi longtemps que lui, c'est-à-dire deux cent trente-deux jours ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur Goasguen, vous ne pouvez pas savoir le plaisir que j'ai à vous répondre. Je pense à notre dernier échange dans cet hémicycle, vous me trouvez en forme, je vous trouve resplendissant... Nous pouvons donc engager enfin le débat ! (*Sourires.*)

Ce qui compte, ce sont les voix qu'un gouvernement obtient, sur un texte ou une déclaration. Il y a un mois, j'ai

été nommé Premier ministre. En cinq semaines, nous avons engagé à la fois le pacte de responsabilité et de solidarité qui était au cœur de ma déclaration de politique générale et 50 milliards d'économies, tant pour financer le pacte que pour réduire nos déficits. En cinq semaines, nous avons obtenu, par deux votes, la feuille de route pour le quinquennat du président François Hollande.

M. Damien Meslot. Vous avez perdu quarante voix !

M. Manuel Valls, Premier ministre. C'est pour cela que j'ai parlé : après la défaite que nous avons subie aux élections municipales, le débat est normal. Vous avez des débats entre vous, nous en avons aussi. Ils sont normaux, ils sont logiques au sein d'une majorité qui a été touchée, secouée par ces élections municipales et par l'interpellation des électeurs dont tous les parlementaires se sont fait l'écho.

Mais l'essentiel, c'est de rester tournés vers les Français. Notre stratégie vise à une seule réussite, la réussite de la France et des Français. C'est la cohérence de ce que j'ai présenté à l'occasion du discours de politique générale et hier encore. Tonifier la croissance par la réduction des coûts des entreprises, soutenir la compétitivité, soutenir l'attractivité de notre pays : nous n'avons pas d'autre choix. Notre pays a décroché au cours de ces dix dernières années, nous n'avons pas d'autre choix que de soutenir notre économie et nos entreprises, réduire les déficits qui nous asphyxient et le faire par les économies qui sont indispensables, je l'ai rappelé hier.

Nous tiendrons nos engagements, pas seulement à l'égard de nos partenaires européens, mais pour nous-mêmes. C'est ce que nous devons aux générations qui viennent. Nous ne pouvons pas vivre au-dessus de nos moyens, nous ne pouvons pas vivre avec la dette que notre pays connaît depuis des années et dont chacun porte une part de responsabilité. Vous aussi y avez pleinement votre part.

Nous devons soutenir le pouvoir d'achat, en commençant par les salariés les plus modestes et plus généralement par une baisse des prélèvements obligatoires. Nous devons engager enfin les réformes nécessaires : celles de l'État, des collectivités territoriales, de notre système de santé. Nous devons réaliser la transition énergétique et faire face aux grands défis de l'avenir, je pense notamment à celui du numérique. Il y a là une cohérence.

C'est ce vote qui a eu lieu hier. Chacun fait face à ses responsabilités, la majorité comme l'opposition. J'ai reçu encore hier mandat pour poursuivre. Je veux convaincre tous ceux qui se situent dans la majorité, tous ceux qui se réclament de la gauche et tous ceux qui sur ces bancs n'ont qu'une seule idée : redresser le pays et répondre à l'attente des Français. C'est le mandat que j'ai reçu hier et avec la détermination qui est la mienne et celle de mon gouvernement, avec la confiance du Président de la République et la confiance de la majorité, nous allons poursuivre ce chemin. Il n'y a pas d'autre possibilité, il n'y a pas d'autre choix. Les Français nous regardent.

Je remercie ceux qui ont voté pour moi hier, je remercie ceux qui, sur tous les bancs, ont souligné la nécessité de trouver un terrain d'entente sur un certain nombre de sujets comme les collectivités territoriales ou la réduction des dépenses publiques. Je pense que nous sommes à l'un de ces moments clés de l'histoire de notre pays où l'intérêt national et l'intérêt des Français nous obligent au dépassement. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRD et sur quelques bancs du groupe écologiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Claude Goasguen](#)

Circonscription : Paris (14^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1771

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er mai 2014](#)